



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ENLEVEMENT ET MISE EN FOURRIERE DE VEHICULES TERRESTRES

Date et heure limites de réception des offres :
vendredi 16 mai 2025 à 12:00

COMMUNE DE BOURG EN BRESSE
PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
BP 90419
01012 BOURG EN BRESSE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fourrière automobile municipale.
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Durée et délais d'exécution.....	5
3.1 - Durée du contrat	5
3.2 - Reconduction.....	5
3.3 - Délais d'exécution.....	5
4 - Prix.....	5
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
4.2 - Modalités de variation des prix.....	5
5 - Garanties Financières.....	6
6 - Avance.....	6
7 - Modalités de règlement des comptes.....	6
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
7.2 - Présentation des demandes de paiement	6
7.3 - Délai global de paiement	7
7.4 - Paiement des cotraitants.....	7
7.5 - Paiement des sous-traitants	7
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
9 - Développement durable.....	7
10 - Pénalités	7
10.1 - Pénalités de retard	7
10.2 - Autres pénalités spécifiques.....	8
11 - Clause de réexamen	8
12 - Documents fournis après exécution.....	8
13 - Responsabilité.....	8
14 - Assurances.....	8
15 - Résiliation du contrat.....	9
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	9
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
16 - Protection des données personnelles.....	9
17 - Règlement des litiges et langues	9
18 - Dérogations	9

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Fourrière automobile municipale.

La consultation concerne l'enlèvement et le transport en fourrière de véhicules terrestres abandonnés ou en infraction sur le territoire de la ville de Bourg-en-Bresse, de Péronnas, de Saint Denis les Bourg et de Viriat vers l'un des sites de la fourrière automobile municipale de Bourg-en-Bresse.

Code CPV : 50118110-9

Lieu d'exécution : 01 000 Bourg-en-Bresse - 01960 Péronnas - 01000 Saint-Denis les Bourg - 01440 Viriat

Dans le cadre de conventions de prestations de service d'enlèvement et de mise en fourrière des véhicules en stationnement gênant ou abusif, dans le cadre d'une procédure administrative ou sur instruction judiciaire sur l'ensemble du territoire communal de Péronnas, de Saint Denis les Bourg et de Viriat, le prestataire conduit les-dits véhicules à la Fourrière Automobile Municipale de Bourg-en-Bresse.

La ville de Bourg-en-Bresse dispose pour la fourrière automobile municipale de trois sites situés sur le territoire communal :

- Place des Ebaudis
- Garage situé au 1 bis avenue des Belges uniquement pour certains véhicules
- Centre Technique Municipal, 3 rue Jean Gutenberg, à titre exceptionnel.

En aucun cas, le prestataire ne pourra utiliser ces lieux à des fins autres que celles relatives au marché. Les trois sites sont sous la garde de la ville, le prestataire n'y accédera que lors des opérations relatives au marché et sous le contrôle d'un agent du service de la Police Municipale de Bourg en Bresse. Le choix du site de dépôt du véhicule relève d'une décision du Directeur de Police Municipale, chef de la Police Municipale.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;

- la date et le numéro du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- L'arrêté du 03/08/2020 fixant les tarifs maximums des frais de fourrière pour automobiles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 1 an et 24 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

3.3 - Délais d'exécution

Les modalités d'exécution des prestations sont définies dans le cahier des charges et/ou dans chaque bon de commande. Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention court à compter de toutes réquisitions téléphoniques confirmé par l'envoi d'un bon de commande. A compter de la demande téléphonique, le délai maximum d'intervention pour se rendre sur les lieux est au plus de 30 minutes. Le prestataire devra être en mesure d'intervenir 24h/24h tous les jours de l'année, y compris dimanches et jours fériés.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations du BPU..

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre initiale ou négociée par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$P(n) = P(o) [0,15 + (0,85 \times I(n)/I(o))]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- I(n) et I(o) sont les indices correspondant au moins n (dernier indice connu au jour de la reconduction) et au mois 0.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Indice de référence : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB)
- Prix de base - A17HZ - Transports et entreposage - Base 2010 - Identifiant 001664630 publié dans la base de données de l'INSEE.

Dès que le titulaire est en mesure de calculer les nouveaux prix, il transmet sans délai au service gestionnaire le nouveau bordereau des prix accompagnés de la formule de calcul. A défaut, les prix de l'ancien bordereau des prix continueront de s'appliquer. Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. La périodicité de la révision suit la périodicité des reconductions. Toutefois, dans l'hypothèse où la révision des prix viendrait à avoir des prix supérieurs à ceux fixés par décision du Maire en vigueur, fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles, l'ajustement se fera en fonction du coefficient d'augmentation entre la décision en vigueur et la décision précédente.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Toutes les prestations seront exclusivement rémunérées par la ville de Bourg-en-Bresse au nom et pour le compte de la ville de Péronnas, St Denis-les-Bourg et Viriat.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 21010053300012

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Les commandes sont passées dans les conditions suivantes : Par téléphone confirmé par l'envoi d'un bon de commande par mail. Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande signés par la personne ayant reçu Dossier 2021-030 Cahier des Clauses Administratives Particulières 4 / 12 délégation de signature à cet effet.

9 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

10 - Pénalités

10.1 - Pénalités de retard

Si le délai d'exécution d'un bon de commande n'est pas respecté il sera appliqué une pénalité de 75 € HT par quarts d'heure de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

10.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect de l'obligation de signalisation du véhicule dépanneur	Forfaitaire	250,00 €	Par infraction constatée
En cas de manquement au niveau des EPIs du chauffeur	Forfaitaire	250,00 €	Par infraction constatée
Non-respect par le titulaire de la législation en matière de droit du travail	Forfaitaire	500,00 €	En cas de non-respect par le titulaire de la législation en matière de droit du travail, notamment au regard des durées ou temps de travail
Non-remise en état des lieux ou emplacements du pouvoir adjudicateur après exécu	Forfaitaire	500,00 €	En cas de non remise en état des lieux ou emplacements du pouvoir adjudicateur après exécution des prestations
Non-respect des engagements stipulés dans le mémoire technique de l'offre	Forfaitaire	200,00 €	En cas de non-respect des engagements stipulés dans le mémoire technique de l'offre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 € HT par quarts d'heure, jusqu'à que le titulaire se conforme à son mémoire.

11 - Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché pourra être modifié comme suit : - tout prix nouveau nécessaire à l'exécution du marché non prévu au bordereau des prix pourra être intégré à ce dernier par un bordereau des prix complémentaires signé des deux parties

12 - Documents fournis après exécution

Le titulaire fournira un document devant comporter le nombre d'enlèvements effectués par catégorie d'enlèvement au terme de la première période, puis si reconduction il y a, tous les ans.

13 - Responsabilité

Le prestataire s'engage contre toute réclamation qui serait élevée par un propriétaire, du fait de l'endommagement du véhicule lors de l'enlèvement et du transport. Un état sommaire du véhicule faisant l'objet d'une mise en fourrière sera réalisé, avant enlèvement, par l'agent représentant l'autorité ordonnant la mise en fourrière en présence du prestataire et éventuellement du propriétaire ou détenteur du véhicule

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Protection des données personnelles

Le traitement des données devra s'opérer dans le respect du Règlement 2016/679 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services